

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1908.

Proposition de loi sur la Société de travail collectif simple ou commanditée.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Tous les économistes sont d'accord pour proclamer que les trois facteurs de la production sont la nature, le capital et le travail.

Le but de la production est de faire acquérir, par le travail qui la transforme et grâce au capital qui en fournit les moyens, une plus-value à la matière première fournie par la nature. Celle-ci ne réclame rien de cette plus-value et nous livre libéralement ses trésors. Le capital et le travail, au contraire, entendent être rémunérés et leur lutte provient de ce qu'ils veulent tous deux s'attribuer la plus grosse part de cette plus-value et se conduisent trop souvent vis-à-vis l'un de l'autre comme de véritables ennemis, alors qu'ils doivent être des associés et ne peuvent réellement rien l'un sans l'autre. Au lieu de marcher la main dans la main, ils se sont trop souvent combattus et, dans cette lutte engagée, c'est trop souvent le capital qui a eu le dessus. Il importe de réagir contre cette situation.

Ce que nous voulons, ce n'est pas la lutte des classes; au contraire, c'est leur union indispensable en vue de la conquête pacifique d'un devenir meilleur, et voilà pourquoi nous avons formulé le projet de loi sur les Sociétés de travail collectif simples et les Sociétés de travail collectif commanditées sur lesquelles nous comptons pour rétablir l'égalité entre ces deux facteurs de la production.

Actuellement, l'inégalité entre eux est trop flagrante, surtout depuis que, les progrès de la science aidant, l'industrie s'est développée avec une rapidité surprenante.

On ne se préoccupait guère jadis des intérêts du travail; la Révolution elle-même, qui consumma la ruine des anciennes corporations, maîtrises et jurandes, ne réalisa pas en cette matière de grands progrès, et la chose s'explique, si l'on tient compte que le travail collectif, et surtout le travail collectif dans les usines et les manufactures, n'avait pas acquis plus d'importance qu'il possède aujourd'hui. En revanche, on inventa, pour favoriser le capital, la société anonyme. Et chaque société en suscite de nouvelles fondées avec les bénéfices de la première, et voici qu'elles s'unissent en cartels, en trusts, visant à la constitution de véritables monopoles.

Ceux qui s'insurgent contre la protection du travail perdent de vue que la société anonyme protège le capital, lui permettant de s'augmenter continuellement pendant qu'en face de lui se dresse le travail humain, salarié et trop souvent mal rémunéré, parce que la masse des prolétaires, désunie, désarmée, n'a pas encore eu jusqu'ici la cohésion qui lui donnerait la force de réagir contre l'égoïsme et la cupidité de certains de ses patrons anonymes.

Comment l'aurait-elle eue? La loi du 22 Germinal an XI allait jusqu'à prohiber les coalitions d'ouvriers!

Ce décret contenait toutefois une disposition protectrice de la liberté de l'ouvrier, quoique restrictive en apparence de celle-ci : c'était l'article 15, ainsi conçu :

« L'engagement d'un ouvrier ne pourra excéder un an, à moins qu'il ne » soit contremaître, conducteur des autres ouvriers, ou qu'il n'ait un traite- » ment et des conditions stipulés par acte exprès. »

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ce texte contenu dans le décret réactionnaire du 22 Germinal an XI; il montre qu'à cette époque, en dépit des mesures prescrites contre les travailleurs, le législateur du temps avait cru nécessaire de protéger les ouvriers adultes contre des engagements de longue durée et de porter, à cet égard, une disposition prohibitive de la liberté des conventions.

Que dire du Code civil qui ne contenait sur le contrat de travail que l'unique article 1781 et l'article 1780, stipulant qu'on ne peut engager ses services à temps ou que pour une entreprise déterminée?

Rien pour régler d'une manière nette et précise les obligations du patron et celles de l'ouvrier; rien notamment pour régler la question des accidents du travail que l'article 1582 du Code civil, avec toutes les difficultés de preuve qu'il entraînait; ajoutons cependant, pour rendre hommage à la vérité juridique et à la mémoire de M. Saintelette, qu'il a magistralement démontré l'erreur de la doctrine et de la jurisprudence en cette question et que, faisant appel au droit commun et à ses principes, il a prouvé que, si par suite d'un accident du travail l'ouvrier était tué ou blessé, ce fait seul entraînait la responsabilité du patron, sauf à celui-ci à faire la preuve, soit du cas fortuit, soit de la faute de l'ouvrier.

Malheureusement, cette thèse juridique, si brillamment soutenue par l'an-

cien ministre, ne parvint pas à ébranler une jurisprudence qui, comme il arrive souvent, était dominée par des idées routinières.

En ces derniers temps, la question du travail a enfin attiré l'attention des législateurs; nous avons vu successivement, grâce aux efforts de l'honorable M. Bara, délivrer de l'entrave l'ouvrier affranchi du régime odieux de l'article 1781 et investi du droit de coalition, et l'institution des sociétés coopératives, décrétées par la loi du 10 juillet 1883, largement mise en œuvre par la classe ouvrière à qui elle a rendu d'inappréciables services.

La loi sur le contrat de travail a enfin réglé cette matière, que le Code civil avait laissé en friche, mais il faut bien reconnaître que cette loi est loin d'être parfaite et qu'elle n'est que l'ébauche d'une législation plus complète.

La loi sur les accidents du travail, si imparfaite et si insuffisante qu'elle soit, a été aussi un grand progrès, mais elle a eu le grand tort de réduire à des limites trop restreintes l'indemnité due aux victimes des accidents du travail, de ne pas établir l'assurance générale et obligatoire, c'est-à-dire le minimum de dépense pour le patron et le maximum de garantie pour l'ouvrier, et de ne pas admettre la nécessité pour l'État d'intervenir dans une certaine mesure dans le règlement des indemnités qui auraient pu ainsi être majorées et devenir suffisantes.

Quoi qu'il en soit, il est impossible de méconnaître, — et des votes récents de la Chambre l'ont attesté, — que la réforme électorale, en appelant au scrutin, d'une manière encore imparfaite, les travailleurs qui en avaient été injustement exclus, a amené un courant d'opinion qui tend de plus en plus à consacrer les droits du travail et à lui assurer les garanties nécessaires, comme aussi à prévenir les conflits du travail et du capital; c'est en nous inspirant de cette préoccupation, qui a toujours été la nôtre, que nous avons pensé à formuler un projet de loi sur le contrat collectif de travail.

Le résultat que nous poursuivons aurait pu être atteint par la loi sur les unions professionnelles, si elle avait été inspirée par un esprit plus large et par le désir de faire une œuvre nouvelle et féconde; mais ses auteurs en ont fait une loi de façade en y insérant ceci :

« Les unions professionnelles ne peuvent exercer elles-mêmes ni profession, ni métier. »

Et pourquoi pas? Pourquoi des ouvriers vaillants et honorables ne pourraient-ils s'unir et associer leur travail dans un but de lucre, quand d'autres, paresseux souvent et quelquefois véreux, associent leurs capitaux dans le même but?

Nous nous sommes aussi inspiré dans la rédaction de ce projet de loi de la liberté d'association garantie par notre Constitution et dont nous avons cherché à faire une nouvelle et féconde application.

Nous réclamons le droit commun, rien que le droit commun mis en rapport avec des nécessités économiques évidentes. Nous organisons la société de travail à l'instar de la société anonyme qui groupe et réunit des capitaux en vue d'un but commun.

La loi se borne à énumérer quelques prescriptions essentielles qui, pour la plupart, se justifient d'elles-mêmes et qui sont empruntées à la législation sur les sociétés légalement reconnues; désormais, d'après le projet, les représentants légaux de la société de travail seront aptes à faire un contrat collectif de travail, soit qu'il stipule un salaire en bloc pour tous les associés, soit qu'il stipule un salaire spécial pour le travail des différentes catégories d'associés.

Ce contrat collectif apparaît aujourd'hui comme le complément nécessaire d'institutions qui existent déjà, mais qui sont insuffisantes et incomplètes et n'ont pas la consécration légale : il faut la leur donner.

La loi ne doit-elle pas suivre les progrès de l'évolution et les sanctionner, s'adapter aux faits qui sont comme les prodromes de l'évolution législative?

Les accords collectifs sont devenus fréquents; les syndicats se multiplient et s'étendent partout; il est incontestable que le contrat collectif de travail rendra de grands services et est appelé à une grande extension.

Mais le syndicat ne peut être obligatoire pour ceux qui refusent d'y adhérer.

Fruit de la liberté des conventions, il trouvera dans celle-ci le principe de sa force et de sa puissance.

Ce n'est pas par la contrainte ni la menace qu'il faut réunir et grouper les travailleurs manuels; c'est par la démonstration de leur intérêt à s'unir librement par contrat pour la défense de leurs intérêts communs.

Et, d'autre part, la loi doit reconnaître et protéger ce contrat et prescrire certaines règles générales, auxquelles il sera soumis, en laissant le reste à la libre convention des parties.

S'il y a stipulation d'un salaire en bloc, les administrateurs élus et investis de la confiance de leurs associés le répartiront équitablement; si le contraire arrivait, ils pourront être révoqués et, en tout cas, l'assemblée générale pourra modifier la répartition du salaire.

Je pense qu'il conviendrait que chaque année, au mois de décembre, le conseil d'administration arrêtât et soumit à l'approbation de l'assemblée générale, un tarif des salaires, ce qui permettrait de fixer ceux-ci avant la conclusion du contrat collectif du travail et ce qui serait une garantie de l'équitable répartition des salaires; toutefois, dans ma pensée, ce tarif ne liera pas nécessairement le conseil d'administration, qui pourrait le modifier dans les termes et sous les conditions déterminées par les statuts.

Toutefois, il faut bien le reconnaître, ce qui manque souvent au travail, c'est le capital mis à sa disposition dans des conditions équitables. On a organisé, mais imparfaitement, le crédit au commerce et à l'industrie, et, si l'on fait abstraction des unions de crédit, qui doivent la plupart du temps exiger de leurs membres une garantie, le crédit au travail proprement dit n'existe pas.

Nous avons des sociétés anonymes qui, à la faveur de la loi actuelle, sont souvent des instruments de spoliation et de ruine; elles drainent la petite

épargne, facile à abuser et à tromper par des espoirs chimériques, et elles réussissent à trouver des capitaux pour leurs entreprises imaginaires ou aléatoires; mais l'humble travailleur manuel ou intellectuel, auquel un crédit fait à temps, dans des conditions modérées, permettrait d'améliorer singulièrement sa condition, ne trouve aucune institution pour lui venir en aide.

Ce sont ces considérations qui nous ont engagé à inaugurer une nouvelle forme d'association, celle du travail et du capital.

Il nous paraît certain que, si des ouvriers formaient entre eux un contrat de travail collectif et si dans l'exécution de ce contrat de travail collectif ils faisaient preuve de zèle et de capacité, ils pourraient légitimement espérer de faire avec succès appel au capital pour les aider à exécuter des entreprises proprement dites, et cette coopération du capital et du travail dans un but commun pourrait donner d'excellents résultats.

Si une telle société vient à se former, il faut nécessairement régler sa situation vis-à-vis des tiers; si on se trouve en présence d'une simple société de travail collectif, le contrat de travail obligera tous ses membres et en outre la société, à concurrence du fonds de garantie constitué par des modestes cotisations mensuelles des travailleurs.

Si, au contraire, la société de travail collectif possède un capital-espèces, celui-ci servira nécessairement à répondre des engagements de la société relatives à l'entreprise qu'elle aura assumée et aux contrats accessoires de celle-ci.

D'un autre côté, il n'est pas admissible que les associés, qui ne fournissent que le travail, puissent engager le capital fourni par des tiers; de là la disposition qui exige que, si la société possède un capital-espèces, elle ait au moins trois administrateurs et que la signature de deux au moins de ceux-ci soit nécessaire pour engager la société.

Il fallait aussi prévoir le cas de dissolution de la société et, en pareil cas, le sort du capital versé; celui-ci doit nécessairement pouvoir être repris par ceux qui l'ont fourni, sauf, bien entendu, les responsabilités envers les tiers, celles-ci couvertes, le solde disponible doit revenir aux associés.

Le projet consacre pour chaque associé le droit de se retirer dans les conditions prévues par le droit commun; il ne faut pas, en effet, que la liberté de chaque associé soit enchaînée indéfiniment; par contre, et en compensation, le projet admet l'entrée de nouveaux associés, s'ils s'engagent à se soumettre aux statuts.

Il fallait s'occuper de la répartition des bénéfices au cas où la société possède un capital-espèces.

Il m'a paru équitable d'assurer avant tout à ce capital un intérêt de 5 %, après, bien entendu, que les salaires revenant aux associés qui ne fournissent que leur travail auront été payés.

Mais qu'advient-il si le bénéfice réalisé est tel qu'il couvre les salaires, les 5 % attribués au capital en espèces et qu'il reste un excédent ?

En pareil cas, il semble que ce soit précisément l'occasion d'appliquer la participation aux bénéfices, en répartissant ceux-ci entre les travailleurs et les capitalistes et ce dans la mesure qu'ils auront déterminée eux-mêmes, sauf toutefois à établir un minimum de bénéfice revenant aux travailleurs.

Notre projet de loi fixe des conditions de publicité analogues à celles qui existent dans des matières similaires et, enfin, comme il faut une sanction aux dispositions qu'il prescrit, il donne action au ministère public pour faire dissoudre la société, si elle a gravement contrevenu au texte qui détermine ses obligations.

Il fallait prévoir le cas où la société manquerait à ses obligations lorsqu'elle possède un capital en espèces.

La solution qui apparaissait au premier abord, c'était la mise en faillite, mais il nous a paru qu'il valait mieux lui substituer la mise en liquidation.

La distinction entre les commerçants et les non-commerçants, au cas où les uns et les autres manquent à leurs engagements, est peu justifiable en soi, et il y a une tendance à la supprimer. D'un autre côté, la mise en faillite, avec toutes les conséquences qu'elle entraîne, paraît souvent une mesure excessive. L'honorable président du tribunal de commerce de Bruxelles, M. Van Elewyck, dans un rapport remarquable, a lui-même pris l'initiative d'entrer dans une voie nouvelle et de proposer de substituer la mise en liquidation à la faillite.

C'est en s'inspirant de ces idées que nous avons rédigé le projet de loi qui déclare que les sociétés qu'il vise ne sont pas commerciales et que, si elles sont en défaut d'accomplir leurs obligations, elles seront mises en liquidation.

Telles sont, rapidement résumées, les considérations générales qui justifient le projet de loi : si le Parlement le sanctionne, son efficacité dépendra surtout de l'initiative individuelle; c'est une arme mise aux mains des travailleurs, mais elle ne sera efficace que s'ils apprennent à la manier et à s'en servir. Nous avons le ferme espoir qu'il en sera ainsi.

Le magnifique développement des sociétés coopératives et les excellents résultats qu'elles ont donnés attestent que la classe ouvrière est apte à tirer profit de toutes les dispositions des lois nouvelles qui tendent à améliorer sa situation économique et à lui permettre de traiter avec le capital dans des conditions d'égalité de plus en plus parfaites.

Dans notre pensée, le projet de loi apaisera les conflits du travail et du capital et puis il préviendra les grèves, moyen extrême de lutte contre le capital et qui, dans la plupart des cas, est aussi funeste aux ouvriers qu'aux patrons. Il permettra aux patrons, et c'est certes un avantage, de traiter avec les mandataires attitrés des ouvriers qu'ils emploient.

Nous ne terminerons pas cet exposé sans ajouter que nous avons soumis notre projet à nos confrères Eugène Hanssens et F. Holbach du barreau de

Bruxelles, qui nous ont suggéré, au point de vue du texte définitif, des modifications judicieuses dont nous avons été heureux de tenir compte ⁽¹⁾.

PAUL JANSON.

(1) Voir pour ces questions les livres publiés sur ce sujet par MM. Yves Guyot, Rome et de Seilhac, ainsi que les articles de MM. Yves Guyot dans la *Revue économique internationale*, R. Jay, dans la *Revue d'économie politique*; Raynaud, dans la *Revue pratique de droit industriel*; Leny, dans la *Revue socialiste*; de Seilhac, dans la *Revue du travail*; Pollet, dans la *Revue sociale catholique*; de Brouckère, dans l'*Avenir socialiste*, et enfin l'exposé des motifs du projet de loi sur la liberté d'association présenté à la Chambre française par M. Waldeck-Rousseau, ainsi que le projet du Gouvernement français sur le contrat individuel et la convention collective de travail et la discussion des rapports déposés sur ce projet à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs par MM. Perreau et Fagnot, et la loi sur le contrat de travail par Jules Hayem. Paris, Félix Alcan, 1908, et diverses brochures et articles publiés par MM. Lambert et Baudoux.

(8)

Proposition de loi sur la Société de travail collectif simple ou commanditée.

CHAPITRE PREMIER.

De la société de travail collectif simple.

ARTICLE PREMIER.

Les personnes auxquelles s'applique la loi sur le contrat de travail peuvent s'associer pour mettre en commun leur travail et le faire rémunérer, si toutes ces personnes exercent la même profession ou des professions similaires.

ART. 2.

Une telle société est dite « Société de travail collectif »; sa dénomination indique la nature du travail dont elle s'occupe principalement.

La loi reconnaît son existence et sa capacité dans les limites fixées ci-après.

Les sociétés prévues par la présente loi peuvent ester en justice par l'intermédiaire des personnes désignées à cette fin dans les statuts et elles seront valablement assignées en leur siège social.

ART. 3.

Les statuts de la société peuvent être constatés par acte sous seing privé.

Celui-ci sera enregistré gratis et fait en deux exemplaires, dont l'un restera déposé au siège social et l'autre au greffe du Conseil des prud'hommes du lieu du siège

Voorstel van wet op de eenvoudige of gecommanditeerde Vennootschap van gemeenschappelijken arbeid.

HOOFDSTUK I.

Eenvoudige vennootschap van gemeenschappelijken arbeid.

ARTIKEL 1.

De personen die onder toepassing van de wet op de arbeidsovereenkomst vallen, mogen zich vereenigen om hunnen arbeid in gemeenschap te brengen en dezen te doen vergelden, indien al deze personen hetzelfde bedrijf of gelijksoortige bedrijven uitoefenen.

ART. 2.

Zoodanige vennootschap wordt geheeten « Vennootschap van gemeenschappelijken arbeid »; hare benaming duidt den aard aan van het werk waarmede ze zich hoofdzakelijk bezighoudt.

De wet erkent haar bestaan en hare bevoegdheid binnen de hierna bepaalde grenzen.

De bij deze wet voorziene vennootschappen mogen in rechten optreden door tuschenkomst van de daartoe bij de statuten aangewezen personen; zij worden geldig gedagvaard te haren maatschappelijken zetel.

ART. 3.

De statuten van de vennootschap mogen bij onderhandsehe akte worden vastgesteld.

Deze akte wordt kosteloos geregistreerd en in dubbel opgemaakt; een exemplaar blijft berusten ten maatschappelijken zetel en het ander ter griffie van den Werkrech-

social ou, à son défaut, au greffe du tribunal de commerce.

Les statuts sont signés par les associés qui seront au nombre de cinq au moins.

Ceux qui ne savent pas signer sont admis à signer à l'aide d'une croix, en présence de deux témoins majeurs de l'un ou de l'autre sexe.

Les statuts seront publiés gratuitement dans un recueil spécial au frais du Ministère du travail.

Chaque associé recevra un livret contenant la présente loi et les dispositions des statuts qui la complètent et l'appliquent.

ART. 4.

Les statuts indiquent le siège de la société, son but et sa dénomination.

Ils déterminent le mode d'administration de la société, le nombre et les pouvoirs des administrateurs.

Ceux-ci constituent un collège, délibérant suivant le mode à établir par les statuts et, à défaut de disposition à cet égard, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Ils ont qualité pour faire et conclure avec des tiers le contrat collectif de travail engageant tous les associés ou seulement ceux d'entre eux qui ont à fournir le travail spécifié.

Les statuts peuvent néanmoins stipuler que, lorsqu'il s'agit d'un contrat collectif de travail, il devra être ratifié par l'assemblée générale des associés ou des membres chargés du travail entrepris, soit à la majorité, soit aux deux tiers des voix.

ART. 5.

Chaque année, le conseil d'administration établit un tarif des salaires en tenant compte de la nature du travail à fournir par chaque

tersraad der plaats waar de vennootschap haren zetel heeft of, bij ontstentenis daarvan, ter griffie van de rechtbank van koop-handel.

De statuten worden onderteevend door de vennoten, ten minste vijf in getal.

Zij, die hunnen naam niet kunnen zetten, mogen onderteekenen door middel van een kruis, in tegenwoordigheid van twee meerderjarige getuigen van de mannelijke of van de vrouwelijke kunne.

De statuten worden kosteloos afgekondigd in eene afzonderlijke verzameling, uitgegeven op de kosten van het Ministerie van Arbeid.

Elke vennoot ontvangt een boekje, behelzende deze wet en de bepalingen der statuten die ze aanvullen en toepassen.

ART. 4.

De statuten duiden den zetel der vennootschap aan, haar doel en hare benaming.

Zij bepalen de wijze van beheer der vennootschap, het getal en de bevoegdheden der beheerders.

Deze maken een college uit, hetwelk beraadslaagt op de wijze door de statuten aan te duiden, en, wordt te dien aanzien niets bepaald, naar de gewone regelen der beraadslagende vergaderingen.

Ze zijn bevoegd om met derden de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst te sluiten, waardoor al de vennoten zijn verbonden of slechts degenen hunner die den opgegeven arbeid moeten verrichten.

Evenwel kunnen de statuten bepalen dat, wanneer het eene gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst betreft, deze moet worden goedgekeurd door de algemeene vergadering der vennoten of der leden die zijn belast met het ondernomen werk, hetzij bij meerderheid, hetzij bij twee derden der stemmen.

ART. 5.

Ieder jaar stelt de raad van beheer een loontarief vast, daarbij lettende op den aard van het door elken vennoot te leveren werk,

associé, des capacités qu'il exige et de tous autres éléments propres à amener une fixation équitable du salaire collectif et de la répartition de celui-ci entre les associés.

Ce tarif est soumis à l'assemblée générale des associés et adopté à la majorité des voix déterminée par les statuts.

Il sert autant que possible de base aux contrats collectifs de travail à conclure.

ART. 6.

Le conseil d'administration détermine le salaire revenant à chaque associé pour le travail qui lui est dévolu, sauf recours à l'assemblée générale, ainsi qu'il est dit ci-dessus, qui statuera à la majorité des deux tiers des voix.

ART. 7.

Il y aura au moins une assemblée par an pour rendre compte de l'état des affaires sociales et dresser le bilan des profits et pertes.

Sauf ce qui est dit aux articles 5 et 6 et à l'article 13 ci-après, l'assemblée générale est régie par les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Le procès-verbal est tenu et signé par deux administrateurs délégués à cette fin par le conseil d'administration.

ART. 8.

Les administrateurs sont révocables en tout temps par l'assemblée générale, si la convocation de celle-ci à cette fin est réclamée par le quart au moins des associés. Ils sont nommés pour un an; les statuts fixent leur nombre.

Le conseil d'administration sera tenu de convoquer l'assemblée chaque fois que cette convocation sera requise par le quart au moins des associés.

op de bekwaamheden die het vergt, alsmede op alle andere gegevens, geschikt om tot eene billijke vaststelling van het gemeenschappelijk loon en van de verdeeling daarvan onder de deelgenooten te geraken.

Dit tarief wordt aan de algemeene vergadering der vennooten onderworpen en aangenomen bij de meerderheid van stemmen, bepaald in de statuten.

Het dient zooveel mogelijk tot grondslag voor de te sluiten gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten.

ART. 6.

De raad van beheer bepaalt het loon dat aan elken vennoot toekomt voor den hem opgedragen arbeid, behoudens, zooals hierboven is gezegd, beroep bij de algemeene vergadering; deze doet uitspraak bij meerderheid van de twee derden der stemmen.

ART. 7.

Er heeft ten minste ééne vergadering 's jaars plaats, op welke vergadering rekening wordt gegeven van den toestand der maatschappelijke zaken en de balans wordt opgemaakt der winsten en verliezen.

Behalve hetgeen is gezegd in de artikelen 5 en 6 en in onderstaand artikel 13, zijn de gewone regelen der beraadslagende vergaderingen van toepassing op de algemeene vergadering.

Het proces-verbaal wordt gehouden en ondertekend door twee beheerders, daartoe door den raad van beheer gemachtigd.

ART. 8.

De beheerders kunnen te allen tijde worden afgezet door de algemeene vergadering, indien de bijeenroeping van deze met dit doel is gevraagd door ten minste een vierde der vennooten. Zij worden benoemd voor één jaar; de statuten bepalen hun getal.

De raad van beheer is gehouden de vergadering bijeen te roepen telkens als deze bijeenroeping wordt gevraagd door ten minste een vierde der vennooten.

La convocation aura lieu dans la huitaine de la réquisition et mentionnera l'objet à l'ordre du jour.

ART. 9.

Les statuts déterminent la cotisation mensuelle à payer par les associés, qui ne peut être inférieure à deux francs par mois; ils fixent la durée de la société, qui est de trente années au plus, sauf prorogation par l'assemblée générale à ce spécialement convoquée et statuant à la majorité des voix.

La prorogation prend cours à dater du jour où celle-ci est votée.

ART. 10.

La société peut être dissoute, si la dissolution est votée par la majorité des associés et, en ce cas, l'assemblée générale nomme le liquidateur et détermine ses pouvoirs.

La dissolution de la société et sa prorogation sont spécialement portées à l'ordre du jour, qui sera transmis à chaque associé par lettre recommandée. Les convocations aux assemblées générales seront aussi faites par lettre recommandée.

ART. 11.

Les statuts indiquent le trésorier de la société; faute de ce faire, celui-ci est nommé à la première assemblée générale en même temps que les administrateurs, à moins que ceux-ci ne soient nommés dans l'acte constitutif de la société.

La rémunération des administrateurs est fixée, s'il y a lieu, par l'assemblée générale.

Le trésorier peut être choisi en dehors des associés.

De bijeenroeping heeft plaats binnen acht dagen na de aanvraag; zij vermeldt het punt dat op de dagorde staat.

ART. 9.

De statuten bepalen de maandelijks door de vennoten te storten bijdrage, welke niet mag gaan beneden twee frank per maand; zij stellen den duur der vennootschap vast; deze duur bedraagt ten hoogste dertig jaren, doch hij kan worden verlengd door de algemeene vergadering, daartoe opzettelijk bijeengeroepen en uitspraak doende bij meerderheid van stemmen.

De verlenging neemt een aanvang te rekenen van den dag waarop deze is aangenomen.

ART. 10.

De vennootschap mag worden ontbonden indien de ontbinding wordt uitgesproken door de meerderheid der vennoten; in dit geval benoemt de algemeene vergadering den vereffenaar en omschrijft zijne bevoegdheden.

De ontbinding der vennootschap en hare verlenging worden, als bijzondere punten, gebracht op de dagorde; deze wordt aan elken vennoot gezonden bij aangeteekenden brief. Ook de bijeenroepingen tot de algemeene vergaderingen geschieden bij aangeteekenden brief.

ART. 11.

De statuten wijzen den penningmeester der vennootschap aan; bij gebreke daarvan wordt hij benoemd op de eerste algemeene vergadering, terzelfder tijd als de beheerders, tenzij dezen zijn benoemd in de akte van oprichting der vennootschap.

De vergelding der beheerders wordt, zoo er grond voor is, door de algemeene vergadering vastgesteld.

De penningmeester kan worden gekozen zonder vennoot te zijn.

ART. 12.

Le contrat collectif de travail oblige la société et ceux de ses membres qui sont appelés à fournir le travail promis; toutefois, la société n'est responsable que dans la mesure stipulée ci-après.

Si le contrat collectif de travail est sans terme, il ne pourra être dénoncé par la société de travail collectif que par un préavis donné au moins quinze jours d'avance, et par le maître de l'ouvrage, que moyennant un préavis donné dans le même délai.

ART. 13.

Les fonds provenant des cotisations sont versés à la Caisse d'épargne par le trésorier, au nom de la société, pour servir de garantie à l'exécution des engagements de la société, tels qu'ils sont précisés ci-dessus; néanmoins, la garantie en question ne dépassera pas 10,000 francs, sauf décision contraire de l'assemblée générale, prise à la majorité des deux tiers des voix.

ART. 14.

L'associé qui a rempli ses obligations envers la société et les tiers peut se retirer de celle-ci, en réclamant sa part de l'actif social d'après le dernier bilan, pourvu que sa renonciation soit faite de bonne foi et non à contretemps.

Elle lui sera remboursée au plus tard dans les six mois à dater de sa démission, sans intérêt.

ART. 15.

La société cesse à l'égard de l'associé décédé, sauf aux héritiers de l'associé décédé à réclamer, le cas échéant, sa part de l'actif

ART. 12.

De gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst verbindt de vennootschap en diegenen harer leden welke zijn geroepen om het beloofde werk te leveren; de vennootschap is echter slechts aansprakelijk in de hierna bepaalde mate.

Indien de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst niet voor een bepaalden termijn is gesloten, kan zij door de vennootschap van gemeenschappelijken arbeid niet worden opgezegd, tenzij bij voorafgaande kennisgeving van ten minste vijftien dagen, en door den meester des werks, tenzij bij voorafgaande kennisgeving binnen denzelfden termijn.

ART. 13.

De gelden, voortkomende van de bijdragen, worden door den penningmeester in de Spaarkas gestort op naam der vennootschap; zij dienen tot waarborg voor de uitvoering van de verbintenissen der vennootschap, zooals zij hierboven zijn omschreven; de bedoelde waarborg is, zal echter 10,000 frank niet te boven gaan, indien de algemeene vergadering er niet anders over beslist bij meerderheid van de twee derden der stemmen.

ART. 14.

De vennoot, die zijne verbintenissen jegens de vennootschap en de derde personen is nagekomen, mag uit de vennootschap treden en vorderen zijn deel van het volgens de laatste balans vastgesteld maatschappelijk tegoed, mits zijn uittreden te goeder trouw en te gelegener tijd geschiedt.

Dat deel zal hem worden uitgekeerd uiterlijk binnen zes maanden te rekenen van zijn ontslag, zonder interest.

ART. 15.

De vennootschap houdt op te bestaan ten aanzien van den overleden vennoot, behoudens het recht voor de erfgenamen

social d'après le dernier bilan, qui sera remboursée au plus tard dans les six mois du décès.

ART. 16.

De nouveaux associés peuvent être admis dans la société; à cette fin, il est tenu un registre au siège social, dans lequel l'acte de société est transcrit. Ce registre est coté et paraphé par un membre du conseil des prud'hommes ou par un juge du tribunal de commerce du lieu du siège social.

Le trésorier de la société donne lecture des statuts aux nouveaux adhérents et leur en remet un exemplaire imprimé; il constate sur le registre la lecture faite et l'adhésion reçue, ainsi que la remise des statuts.

Ceux qui ne peuvent signer, soit l'acte constitutif, soit le registre, sont admis à signer d'une croix en présence de deux témoins majeurs appartenant à l'un ou à l'autre sexe.

Il est remis à chaque associé un livret contenant le texte de la présente loi et des dispositions des statuts qui complètent celle-ci ou en sont l'application.

CHAPITRE II.

De la Société de travail collectif commanditée.

ART. 17.

Les sociétés autorisées par la présente loi peuvent aussi avoir un capital variable, représenté par des espèces, du matériel, des outils ou tout autre apport se rattachant au but social et mis à la disposition de la société, soit par les associés qui fournissent leur travail, soit par des tiers. Ce capital

van den overleden vennoot om, bij voorkomend geval, te vorderen zijn deel van het volgens de laatste balans vastgesteld maatschappelijk tegoed; dat deel wordt uiterlijk binnen zes maanden na het overlijden uitgekeerd.

ART. 16.

Nieuwe vennoten kunnen in de vennootschap worden opgenomen; met dat doel wordt ten maatschappelijken zetel gehouden een register, waarin de akte van vennootschap wordt overgeschreven. Dit register wordt genummerd en gekortteekend door een lid van den werkrechtersraad of door een rechter der rechtbank van koophandel der plaats waar de vennootschap haren zetel heeft.

De penningmeester van de vennootschap houdt lezing van de statuten voor de nieuwe toetreders en stelt hun een gedrukt exemplaar daarvan ter hand; hij vermeldt in het register dat de voorlezing geschiedde, de toetreding plaats had en de statuten werden ter hand gesteld.

Zij, die hunnen naam niet kunnen zetten hetzij op de akte van oprichting, hetzij op het register, mogen onderteekenen door middel van een kruis, in tegenwoordigheid van twee meerderjarige getuigen van de mannelijke of van de vrouwelijke kunne.

Aan elken vennoot wordt ter hand gesteld een boekje behelzende den tekst van deze wet en van de bepalingen der statuten die deze aanvullen of er de toepassing van zijn.

HOOFDSTUK II.

Gecommanditeerde Vennootschap van gemeenschappelijken arbeid.

ART. 17.

De bij deze wet toegelaten vennootschappen mogen insgelijks een veranderlijk kapitaal bezitten, vertegenwoordigd door speciën, materieel, gereedschappen of elk anderen inbreng die in betrekking staat tot het maatschappelijk doel en ter beschikking van de vennootschap is gesteld hetzij

peut servir à exécuter les entreprises faites par la société qui nécessiteraient des achats de matériaux ou toutes autres opérations connexes à la fourniture du travail des associés.

Si la société possède un capital, les associés ne sont pas tenus personnellement des engagements de celle-ci, sauf ce qui est dit à l'article 12, et en outre à concurrence du capital.

La valeur de ce capital fourni en espèces ou autres biens constituera la commandite.

ART. 18.

Dans le cas où il existe un capital en espèces, il peut être représenté par des actions nominatives ou au porteur, s'il est formé par plusieurs associés.

Les statuts règlent le mode de transmission des actions. Il doit être versé en espèces, au moins un dixième de celles-ci dans la quinzaine, soit de la constitution de la société, soit de la décision décrétant l'existence d'un capital en espèces.

Les statuts règlent les mesures à prendre contre les associés qui, après une mise en demeure régulière, sont en défaut d'opérer leur versement.

ART. 19.

Si les sociétés prévues par la présente loi ont un capital, elles sont tenues de publier dans le recueil spécial, soit les statuts, soit la décision de l'assemblée générale fixant le chiffre du capital.

Elles sont tenues de publier dans le même recueil, chaque année, le bilan et le compte des profits et pertes, qui sera déposé au siège social quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

door de vennooten die hun werk leveren, hetzij door derden. Dit kapitaal mag worden aangewend tot het uitvoeren van de door de vennootschap gedane ondernemingen, vereischende aankopen van materialen of alle andere verrichtingen in verband met het verstrekken van den arbeid der vennooten.

Indien de vennootschap een kapitaal bezit, zijn de vennooten niet persoonlijk gehouden voor hare verbintenissen, behoudens hetgene is gezegd in artikel 12 en, bovendien, tot het bedrag van het kapitaal.

De waarde van dit in speciën of andere goederen geleverd kapitaal maakt de commandite uit.

ART. 18.

Voor 't geval er een kapitaal in speciën bestaat, mag dit zijn vertegenwoordigd door aandeelen op naam of aan houder, indien het is bijeengebracht door verscheidene vennooten.

De statuten regelen de wijze van overdracht der aandeelen. Ten minste een tiende van deze moet in speciën worden gestort binnen vijftien dagen hetzij na de oprichting der vennootschap, hetzij na de beslissing waarbij het bestaan van een kapitaal in speciën wordt bevolen.

De statuten bepalen de maatregelen te nemen tegen de vennooten die, na regelmatig in mora te zijn gesteld, in gebreke blijven hunne storting te doen.

ART. 19.

Bezitten de bij deze wet voorziene vennootschappen een kapitaal, dan zijn ze gehouden in de afzonderlijke verzameling bekend te maken hetzij de statuten, hetzij de beslissing der algemeene vergadering waarbij het cijfer van het kapitaal wordt vastgesteld.

Ze zijn gehouden, elk jaar, in dezelfde verzameling bekend te maken de balans alsmede de winst- en verliesrekening; deze wordt ten maatschappelijken zetel neergelegd, ten minste vijftien dagen vóór den dag waarop de algemeene vergadering plaats heeft.

ART. 20.

Lorsqu'il existe un capital, il y aura, en dehors des administrateurs nommés par les associés qui ne fournissent que leur travail, au moins trois administrateurs nommés par les associés commanditaires.

Les administrateurs des sociétés de travail collectif commanditées ont qualité pour conclure en son nom les contrats nécessaires à l'exécution des entreprises faites par la société.

ART. 21.

Lorsque la société possédera un capital, les bénéfices consisteront dans la recette, qui, déduction faite des frais généraux, excédera la rémunération due aux associés qui ne fournissent que leur travail; le surplus des bénéfices sera réparti comme suit: 5 % à la réserve jusqu'à ce qu'elle atteigne un cinquième du capital; 5 % aux associés qui ont fourni le capital; le surplus appartiendra pour moitié à ces derniers associés et pour moitié aux associés qui ne fournissent que leur travail, sauf répartition différente par les statuts, mais sans que la part des associés qui ne fournissent que leur travail puisse être inférieure à un quart.

CHAPITRE III.

Dispositions communes aux sociétés prévues par les chapitres I et II.

ART. 22.

Les sociétés prévues par la présente loi peuvent acquérir l'immeuble nécessaire à leur fonctionnement.

Cet immeuble est soumis à une taxe annuelle semblable à celle qui frappe les immeubles des unions professionnelles.

ART. 23.

Les sociétés de travail collectif simples ou commanditées ne sont pas réputées commerciales.

ART. 20.

Bestaat er een kapitaal, dan worden er, buiten de beheerders aangesteld door de vennoten die enkel hunnen arbeid leveren, ten minste drie beheerders benoemd door de commanditaire vennoten.

De beheerders eener gecommanditeerde vennootschap van gemeenschappelijken arbeid zijn bevoegd om in haren naam de overeenkomst te sluiten, noodig tot het uitvoeren der ondernemingen door de vennootschap gedaan.

ART. 21.

Wanneer de vennootschap een kapitaal bezit, bestaan de winsten uit de ontvangst welke, na afhouding van de algemeene kosten, hooger is dan de vergelding verschuldigd aan de vennoten die enkel hunnen arbeid leveren; de overige winst wordt verdeeld als volgt: 5 t. h. voor de reserve totdat deze een vijfde van het kapitaal bereikt; 5 t. h. voor de vennoten die het kapitaal hebben geleverd; het overige behoort voor de helft aan laatstgenoemde vennoten en voor de helft aan de vennoten die enkel hunnen arbeid leveren, behoudens andere verdeling door de statuten, doch zonder dat het deel der vennoten, die enkel hunnen arbeid leveren, beneden een vierde mag gaan.

HOOFDSTUK III.

Bepalingen gemeen aan de vennootschappen, voorzien bij de hoofdstukken I en II.

ART. 22.

De vennootschappen, bij deze wet voorzien, mogen het voor hare werking noodig onroerend goed aankopen.

Dit onroerend goed is onderworpen aan een jaarlijksche heffing, gelijk aan die welke drukt op de onroerende goederen der beroepsverenigingen.

ART. 23.

De eenvoudige of gecommanditeerde vennootschappen van gemeenschappelijken arbeid worden niet beschouwd als vennootschappen van koophandel.

Si elles sont en défaut notoire d'exécuter leurs obligations, la liquidation pourra en être poursuivie par un ou plusieurs associés ou par des tiers, devant le tribunal civil du siège social qui, le cas échéant, nommera un liquidateur et fixera ses pouvoirs.

Si la société possède un capital et est mise en liquidation, les associés qui ont fourni ce capital auront le droit de le reprendre, sous réserve des droits des tiers.

ART. 24.

En cas de contravention grave aux dispositions de la présente loi, la dissolution de la société pourra être prononcée par le tribunal de première instance, à la requête du ministère public ou des intéressés.

Si la dissolution est prononcée, le tribunal nommera un liquidateur et fixera ses pouvoirs.

ART. 25.

Pour tous les points non prévus par la présente loi, les associés sont régis par le droit commun et leurs conventions particulières, pourvu qu'elles ne soient contraires ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs, ni aux dispositions essentielles de la présente loi.

ART. 26.

Les sociétés constituées en vertu de la présente loi peuvent s'associer entre elles et ce aux conditions arrêtées de commun accord.

En pareil cas, l'acte d'association conclu par les représentants des sociétés sera publié au recueil spécial dont il est question ci-dessus.

Zijn ze kennelijk in gebreke hare verbintenissen na te komen, dan kan hare liquidatie door een of meer vennoten of door derden worden vervolgd voor de burgerlijke rechtbank der plaats waar zij haren zetel hebben; bij voorkomend geval, benoemt de rechtbank een vereffenaar en omschrijft zijne bevoegdheden.

Bezit de vennootschap een kapitaal en wordt tot hare vereffening overgegaan, dan hebben de vennoten, die dat kapitaal leverden, het recht dit terug te nemen, de rechten van derden voorbehouden.

ART. 24.

Ingeval van zware overtreding van de bepalingen dezer wet, kan de onthinding van de vennootschap door de rechtbank van eersten aanleg worden uitgesproken op verzoek van het openbaar ministerie of van de belanghebbenden.

Wordt de ontbinding uitgesproken, dan benoemt de rechtbank een vereffenaar en omschrijft zijne bevoegdheden.

ART. 25.

Voor al de punten, niet voorzien bij deze wet, worden de vennoten beheerscht door het gemeene recht en door hare particuliere overeenkomsten, mits deze niet strijden met de openbare orde, de goede zeden of de hoofdbepalingen van deze wet.

ART. 26.

De uit krachte van deze wet opgerichte vennootschappen mogen zich onderling vereenigen onder de in gemeen overleg vastgestelde voorwaarden.

In dit geval, wordt de akte van vereeniging, tusschen de vertegenwoordigers der vennootschappen gesloten, bekendgemaakt in de afzonderlijke verzameling, waarvan hierboven sprake is.

ART. 27.

Toutes les contestations entre les associés et la société, ou entre les tiers et la société de travail collectif simple, seront jugées par les conseils de prud'hommes compétents, ou à leur défaut par le tribunal de commerce, sauf appel si le litige est supérieur à 2,500 francs.

Si la société a un capital et si le litige porte sur une entreprise faite en tout ou en partie à l'aide de ce capital, il sera porté devant le tribunal de commerce.

ART. 28.

Un arrêté royal réglera l'exécution de la présente loi, le mode des publications qu'elle prescrit.

ART. 27.

Over al de betwistingen tussehen de vennooten en de vennootschap, of tussehen derden en de eenvoudige vennootschap van gemeenschappelijken arbeid, wordt uitspraak gedaan door de bevoegde werkrechtcraden of, bij hunne ontstentenis, door de rechtbank van koophandel, behoudens beroep indien het geschil 2,500 frank te boven gaat.

Bezit de vennootschap een kapitaal en betreft het geschil eene onderneming, geheel of gedeeltelijk door middel van dat kapitaal gedaan, dan wordt het geschil voor de rechtbank van koophandel gebracht.

ART. 28.

De tenuitvoerlegging van deze wet alsmede de wijze waarop de bekendmakingen, die ze voorschrijft, moeten geschieden, worden bij koninklijk besluit geregeld.

PAUL JANSON.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MEI 1908.

Voorstel van wet op de eenvoudige of gecommanditeerde Vennootschap
van gemeenschappelijke arbeid.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Alle economen zijn het er over eens dat de drie factoren der voortbrenging zijn : de natuur, het kapitaal, de arbeid.

De voortbrenging beoogt, aan de door de natuur geleverde grondstof eene grootere waarde te bezorgen door den arbeid die ze vervormt en dank zij het kapitaal dat daartoe de middelen verstrekt. De natuur eischt niets van deze meerdere waarde en laat ons met mildheid over hare schatten beschikken. Kapitaal en arbeid eischen integendeel vergelding en de strijd tusschen beide is hieraan te wijten, dat elk hunner zich het grootste deel van deze meerdere waarde wil toeëigenen en zij maar al te dikwijls vijandig tegenover elkander staan, ofschoon zij vereenigd zouden moeten wezen, want zonder kapitaal vermag arbeid eigenlijk niets. In stede van hand in hand te gaan, hebben zij elkander maar al te vaak bestreden, en in dezen strijd zegevierde al te dikwijls het kapitaal. Tegen dien toestand behoort te worden ingegaan.

Wij beoogen geen klassenstrijd, maar wel integendeel de onontbeerlijke vereeniging der klassen, ten einde op vredelievende wijze eene betere toekomst te gemoet te gaan. Daarom ook hebben wij opgesteld het ontwerp van wet op de Eenvoudige Vennootschappen van gemeenschappelijke arbeid en de Gecommanditeerde Vennootschappen van gemeenschappelijke arbeid, waarop wij rekenen om deze twee factoren der voortbrenging op nieuw op gelijken voet te stellen.

Thans is de ongelijkheid onder hen te groot, vooral sedert de nijverheid zich zoo verbazend ontwikkelde, dank zij de wetenschap.

In vroegere tijden liet men zich weinig gelegen zijn aan de belangen van

den arbeid. Zelfs de Fransche revolutie, die de voormalige ambachten, meesterschappen en gilden afschafte, voerde op dat gebied geen grooten vooruitgang in, zooals te begrijpen is, indien men in acht neemt dat de gemeenschappelijke arbeid, vooral die in werkplaatsen en fabrieken, op verre na niet zoo aanzienlijk was als heden ten dage. Daarentegen kwam, om het kapitaal te bevoordeelen, de naamlooze vennootschap tot stand. En elke vennootschap verwekt er andere, opgericht met de winsten van de eerste, en nu vereenigen zij zich in kartels en trusts, met het doel om echte monopolieën te verwerven.

Zij, die arbeidsbescherming bestrijden, vergeten dat de naamlooze vennootschap het kapitaal beschermt, veroorlooft dat het gestadig toeneemt, terwijl daartegenover staat de menschelijke arbeid, bezoldigd en al te vaak slecht betaald, omdat de verdeelde, ontwapende massa der proletariërs tot nog toe niet genoeg aaneengesloten is om krachtig te kunnen opkomen tegen de zelfzucht en den goud dorst van sommige harer naamlooze werkgevers.

Hoe zou zij deze kracht hebben erlangd? De wet van 22 Germinal jaar XI dreef het zelfs zoover, dat zij de samenspanning van werklieden verbood.

In dit decreet kwam echter eene bepaling voor ter bescherming van de vrijheid van den werkman, ofschoon zij deze in schijn beperkte, namelijk artikel 15, dat luidt :

« De verbintenis van een werkman kan niet langer duren dan een jaar, » ten ware hij zou zijn meesterknecht, bestuurder van de andere werklieden, » of eene jaarwedde en eene arbeidsovereenkomst zou bezitten, die bij uitdrukkelijke akte zijn bepaald. »

Het zal niet van belang ontbloot zijn dezen tekst te herinneren, die voorkomt in het reactionnaire decreet van 22 Germinal jaar XI; daaruit blijkt dat te dien tijde, ondanks de maatregelen genomen tegen de arbeiders, de wetgever noodig achtte de volwassene werklieden te beschermen tegen langdurige verbintenissen en daartoe eene bepaling invoerde, die de vrijheid der verbintenissen snuikte.

Wat zullen wij zeggen over het Burgerlijk Wetboek dat, betreffende de arbeidsovereenkomst, niets anders bevatte dan het onrechtvaardig artikel 1778 en artikel 1780, waarbij wordt bepaald dat men slechts tijdelijk of voor eene bepaalde onderneming dienstverbintenis kan aangaan?

Niets om op klare en duidelijke wijze de verplichtingen van den patroon en die van den werkman te regelen; niets anders om het vraagstuk der arbeidsongevallen te regelen, dan artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, met den zoo moeilijken bewijslast dien het medebracht; laten wij hier echter bijvoegen, om de juridische waarheid en de nagedachtenis van den heer Saintelette te huldigen, dat deze op meesterlijke wijze het verkeerde van rechtsleer en van rechtspraak op dat gebied betoogde en dat hij, een beroep doende op het gemeene recht en op dezès beginselen, bewees dat, zoo een werkman werd gedood of verwond ten gevolge van een arbeidsongeval, dit feit volstond om den werkgever aansprakelijk te maken, dezen echter toelatend het bewijs te leveren van een onvoorzien geval of van de schuld des werkmans.

Jammer genoeg, deze juridische stelling, zoo schitterend uiteengezet door den voormaligen minister, was niet in staat eene rechtspraak te ontwortelen, die, zooals vaak het geval is, door ouden slenter werd overmand.

In de jongste tijden heeft het vraagstuk van den arbeid eindelijk de aandacht der wetgevers gaande gemaakt; dank zij het streven van den achtbaren heer Bara, werd de werkman achtereenvolgens ontkluisterd van het hatelijk stelsel van artikel 1781, werd hem verstrekt het recht tot samenwerking en kwamen tot stand de samenwerkende maatschappijen, in het leven geroepen door de wet van 10 Juli 1883, waarvan ruimschoots gebruik werd gemaakt door de werkende klasse, aan welke zij onschatbare diensten bewees.

Het vraagstuk der arbeidsovereenkomst werd eindelijk geregeld door de wet op de arbeidsovereenkomst; het Burgerlijk Wetboek had het onopgelost gelaten; men moet echter bekennen dat deze wet op verre na niet volmaakt is en slechts geldt als eene schets van eene meer volledige wetgeving.

De ongevallenwet, hoe onvolmaakt en ontoereikend ook, was insgelijks een groote stap vooruit, doch zij had het groot ongerief, te geringe vergoedingen te verleen en aan slachtoffers van arbeidsongevallen, geene algemeene en verplichte verzekering voor te schrijven, 't is te zeggen de minste kosten voor den patroon en den meesten waarborg voor den werkman, en niet aan te nemen dat de Staat noodzakelijk in zekere mate tusschenbeide moet komen bij de regeling van de vergoedingen, om deze alzoo te kunnen verhoogen en toereikend maken.

Hoe het ook zij, men kan onmogelijk ontkennen — getuige de jongste stemmingen door de Kamer uitgebracht — dat de hervorming onzer kieswetten, die evenwel nog te weinig de daarvan ten onrechte uitgesloten arbeiders tot de stembus toelaat, bij de openbare meening eene strooming verwekte, die er meer en meer naar streeft de rechten van den arbeid te huldigen, hem de noodige waarborgen te verschaffen en tevens geschillen tusschen arbeid en kapitaal te voorkomen. Uitgaande van onze gestadige bezorgdheid, kwam bij ons het denkbeeld op om een ontwerp van wet op de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst voor te stellen.

Het door ons beoogde doel kon bereikt worden door de wet op de beroepsverenigingen, ware deze wet ingegeven geworden door eene ruimere opvatting en door den wensch om een nieuw en vruchtbaar werk te stichten; doch de wetgevers maakten ze tot eene blufwet, door daarin te bedingen:

« Beroepsverenigingen mogen op zichzelf noch beroep noch ambacht bedrijven. »

En waarom niet? Waarom zouden wakkere en achtbare werklieden zich niet mogen vereenigen en gezamenlijk werken om winst te verwerven, waar anderen, vaak luijaards en soms oncerlijk, met hetzelfde doel hunne kapitalen bijeenbrengen?

Bij het opstellen van dit wetsontwerp gingen wij ook uit van de vrijheid van vereeniging, gewaarborgd door onze Grondwet, die wij getracht hebben opnieuw en met vrucht toe te passen.

Wij vragen het gemeene recht, niets dan het gemeene recht, in overeenstemming gebracht met de blijkbare economische behoeften. Wij richten de

arbeidsvennootschap in, op den voet der naamlooze vennootschap, die kapitalen vereenigt om een gemeenschappelijk doël na te streven.

De wet somt eenvoudig eenige hoofzakelijke bepalingen op, die voor 't meerendeel uit zichzelf gerechtvaardigd en ontleend zijn aan de wetgeving op de wettelijk erkende maatschappijen; voortaan zullen, volgens het ontwerp, de wettige vertegenwoordigers der arbeidsvennootschap bevoegd zijn tot het sluiten van eene gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst, hetzij wordt bedongen een gezamenlijk loon voor al de deelgenooten, of een bijzonder loon voor den arbeid der verschillende soorten van deelgenooten.

Dit gemeenschappelijk contract schijnt thans de noodzakelijke aanvulling te zijn van instellingen die reeds bestaan, doch die ontoereikend en onvolledig zijn en alle wettelijke bekrachtiging missen : Men dient ze haar te verleen.

Moet de wet niet meegaan met den vooruitgang der evolutie, dezen bekrachtigen, zich schikken naar de feiten die als de voorboden zijn van de wetgevende evolutie?

Gemeenschappelijke overeenkomsten worden thans in menigte gesloten, overal ontstaan en verbreiden zich syndicaten; ook zal onbetwistbaar de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst groote diensten bewijzen en grooten omvang erlangen. Doch het stelsel kan niet verplicht worden gemaakt voor hen die weigeren er zich bij aan te sluiten.

Als vrucht van de vrijheid van overtuiging zal zij in deze de grondslag vinden van hare kracht en hare macht.

Niet door dwang of vrees moet men de handwerklieden vereenigen en aaneensluiten, maar wel door hun te toonen dat zij er belang bij hebben zich vrijelijk bij contract te vereenigen voor het voorstaan van hunne gemeenschappelijke belangen.

En, aan den anderen kant, moet de wet deze overeenkomst erkennen en beschermen en zekere algemeene regelen voorschrijven, waaraan zij zal onderworpen zijn, terwijl zij het overige overlaat aan de vrije overeenkomst der partijen.

Is er een gezamenlijk loon, dan moeten de gekozen beheerders, die het vertrouwen van hunne vennoten genieten, dat loon rechtmatig verdeelen; in tegenovergesteld geval kunnen zij uit hun ambt ontslagen worden en, in ieder geval, kan de algemeene vergadering de verdeling van het loon wijzigen.

Ik acht het wenschelijk dat ieder jaar, in de maand December, de raad van beheer een loonstandaard zou opmaken en onderwerpen aan de goedkeuring van de algemeene vergadering; aldus zouden de loonen kunnen bepaald worden vóór het sluiten van de gezamenlijke arbeidsovereenkomst en het ware een waarborg voor de rechtmatige verdeling der loonen; maar, naar mijn inzicht, zou dit tarief niet noodzakelijk verbindend zijn voor den raad van beheer, die het zou mogen wijzigen naar de voorschriften en onder de voorwaarden in de statuten bepaald.

Maar — men moet het bekennen — dikwijls heeft de arbeid te kort aan kapitaal, mits rechtmatige voorwaarden te zijner beschikking gesteld. Wel heeft men voor handel en nijverheid het krediet ingericht, maar op een

onvoldoende wijze, en, laat men ter zijde de krediet-vereenigingen die meestal eene waarborg moeten eischen van hare leden, dan moet men zeggen dat het eigenlijk arbeidskrediet niet bestaat.

Wij hebben naamlooze vennootschappen die, door de wet begunstigd, dikwijls werktuigen zijn van afzetting en ondergang; zij lokken de spaarpenningen tot zich, daar hersenschimmige verwachtingen een gemakkelijk middel zijn tot verleiding en bedrog, en zij slagen erin kapitalen te vinden voor hare denkbeeldige of wisselvallige ondernemingen; doch de nederige arbeider met de handen of met den geest, wien een krediet, tijdig en mits redelijke voorwaarden verleend, zou toelaten zijn toestand zeer te verbeteren, vindt geene enkele instelling om hem ter hulp te komen.

Deze beschouwingen hebben er ons toe geleid een nieuwen vorm van vereeniging voor te stellen, namelijk die van arbeid en kapitaal.

Wij beschouwen het als zeker dat de werklieden, die zich onderling zouden verbinden door eene gezamenlijke arbeidsovereenkomst en die in de uitvoering daarvan ijver en bekwaamheid aan den dag zouden leggen, terecht zouden mogen hopen dat hun beroep op het kapitaal, om hen te helpen in de uitvoering van eigenlijke ondernemingen, zou slagen, en deze samenwerking van kapitaal en arbeid tot één gemeenschappelijk doel zou uitmuntende uitslagen kunnen opleveren.

Indien een dergelijke vennootschap tot stand komt, moet noodzakelijk haar toestand tegenover derden worden geregeld; staat men voor een eenvoudige vennootschap van gezamenlijken arbeid, dan zal de arbeidsovereenkomst verbindend zijn voor al de leden en bovendien voor de vennootschap, tot bedrag van het waarborgfonds tot stand gebracht door de kleine maandelijksche bijdragen der arbeiders.

Bezit de vennootschap van gemeenschappelijken arbeid integendeel een kapitaal vertegenwoordigd door speciën, dan moet het noodzakelijk dienen tot waarborg voor de verbintenissen der vennootschap betreffende het door haar ondernomen werk en de daartoe behoorende overeenkomsten.

Anderzijds, is het niet aannemelijk dat de vennoten, die enkel hunnen arbeid leveren, bevoegd zouden zijn om het door derden ingebrachte kapitaal te verbinden; daarom wordt bepaald dat, zoo het kapitaal der vennootschap is vertegenwoordigd door speciën, er ten minste drie beheerders moeten zijn en dat de handteekeningen van ten minste twee onder hen zijn vereischt opdat de vennootschap zich kunne verbinden.

Ook het geval van ontbinding der vennootschap, alsmede wat er dan zou geworden van het gestort kapitaal, diende men te voorzien; degenen die dat kapitaal leverden, moeten het recht hebben dit terug te nemen, de rechten van derden voorbehouden; is hieraan voldaan, dan moet het beschikbaar saldo toekomen aan de vennoten.

Het ontwerp kent aan elken vennoot het recht toe om uit de vennootschap te treden zooals is voorzien door het gemeene recht; de vrijheid van elken vennoot mag inderdaad niet voor altijd worden vrijdeld; aan een anderen kant, en als vergoeding, laat het ontwerp toe, nieuwe vennoten op te nemen, zoo zij zich verbinden de statuten na te leven.

Men diende de verdeling der winsten te regelen ingeval de vennootschap een kapitaal bezit, vertegenwoordigd door speciën.

Het kwam mij billijk voor, vooraf een interest van 5 t. h. te verzekeren aan dit kapitaal, mits het loon, verschuldigd aan de vennooten die enkel hunnen arbeid leveren, is betaald.

Hoe zal men echter handelen wanneer men met de gedane winst het loon alsmede de 5 t. h., die zijn toegekend aan het kapitaal vertegenwoordigd door speciën, kan betalen, en er tevens overschot is?

Dat is, naar het ons voorkomt, eene gunstige gelegenheid om het aandeel in de winsten toe te passen en deze te verdeelen onder de arbeiders en de kapitalisten, en wel op de wijze die zij zelf hebben bepaald, mits een minimum van winst ten bate van den arbeid wordt vastgesteld.

Krachtens ons wetsontwerp zijn bekendmakingen opgelegd zooals die welke in soortgelijke zaken zijn voorgeschreven; eindelijk, daar er voor de daarin voorkomende voorschriften eene bekrachtiging zijn moet, verleent het aan 't openbaar ministerie het recht om de ontbinding der vennootschap te vorderen, zoo zij de bepalingen, die hare verplichtingen omschrijven, grootelijks heeft overtreden.

Het geval, waarin de vennootschap aan hare verbintenissen zou te kort komen wanneer zij een kapitaal bezit, vertegenwoordigd door speciën, diende te worden geregeld.

In de eerste plaats kon men de faillietverklaring voorschrijven, doch het kwam ons voor dat het beter was de liquidatie op te leggen.

Het onderscheid tusschen handelaars en niethandelaars, wanneer beiden hunne verbintenissen niet naleven, kan op zichzelf moeilijk gerechtvaardigd worden; ook schijnt men daarvan te willen afzien. Anderzijds komt de faillietverklaring, met al de gevolgen daarvan, niet zelden voor als een overdreven maatregel. In een merkwaardig verslag, heeft de achtbare voorzitter der rechtbank van koophandel te Brussel, de heer Van Elewyck, zelf een ander middel aangewezen en voorgesteld de faillietverklaring te vervangen door de liquidatie.

Het zijn die denkbeelden die ons tot leidraad dienden bij het opstellen van dit wetsontwerp; het verklaart dat de daardoor bedoelde vennootschappen geen handelsvennootschappen zijn en dat, wanneer zij in gebreke zijn hare verbintenissen na te komen, hare liquidatie zal uitgesproken worden.

Op deze algemeene overwegingen, die wij in beknopten vorm mededeelen, steunt het wetsontwerp; wordt het aangenomen door het Parlement, dan zal de goede uitwerking daarvan afhangen vooral van het bijzonder initiatief; het is een wapen in de handen der arbeiders, het zal echter dan alleen doelmatig zijn, wanneer zij het zullen kunnen hanteeren en gebruiken. Wij koesteren de vaste hoop dat dit het geval zijn zal.

Uit de prachtige uitbreiding van de samenwerkende maatschappijen en de uitnemende uitslagen die zij hebben opgeleverd blijkt dat de arbeidersklasse in staat is om voordeel te trekken uit al de bepalingen der nieuwe wetten, die ten doel hebben haren economischen toestand te verbeteren en haar toe te laten met het kapitaal te onderhandelen op steeds meer gelijke wijze.

Wij meenen dat ons wetsontwerp de geschillen tusschen arbeid en kapitaal zal bijleggen, en tevens dat het de werkstakingen — het uiterste

strijdmiddel tegen het kapitaal, in meest al de gevallen even nadeelig voor de arbeiders als voor de werkgevers — zal voorkomen. En — dit is stellig een voordeel — het zal de werkgevers toelaten te onderhandelen met de erkende lasthebbers der werklieden, die zij bezigen.

Bij het sluiten van deze toelichting meenen wij te moeten verklaren dat wij ons ontwerp hebben onderworpen aan onze confraters, Eugene Hanssens en F. Holbach, der balie van Brussel: zij hebben ons, voor den bepaalden tekst, wijze veranderingen voorgesteld, die wij met genoegen in aanmerking hebben genomen ⁽¹⁾.

PAUL JANSON.

(¹) Omtrent deze vraagstukken leze men de werken daarover geschreven door de heeren Yves Guyot, Roux en de Seilhac, alsmede de bijdragen van de heeren Yves Guyot in de *Revue économique internationale*; R. Jay in de *Revue d'économie politique*; Raynaud in de *Revue pratique de droit industriel*; Leny in de *Revue socialiste*; de Seilhac in de *Revue du travail*; Pollet in de *Revue sociale catholique*; de Brouckère in *L'Avenir socialiste* en eindelijk de memorie van toelichting van het wetsontwerp op de vrijheid van vereeniging, in de Fransche Kamer ingediend door den heer Waldeck-Rousseau, alsmede het ontwerp van de Fransche Regeering op de persoonlijke en de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst, de beraadslaging over de verslagen, hieromtrent in de Nationale Vereeniging van Frankrijk ter wettelijke bescherming van de arbeiders ingediend door de heeren Perreau en Fagnot — de wet op de arbeidsovereenkomst door Jules Hayem (Parijs, Felix Alcan, 1908), — en verscheidene vlagschriften en bijdragen van de heeren Lambert en Baudoux.

(8)

Proposition de loi sur la Société de travail collectif simple ou commanditée.

CHAPITRE PREMIER.

De la société de travail collectif simple.

ARTICLE PREMIER.

Les personnes auxquelles s'applique la loi sur le contrat de travail peuvent s'associer pour mettre en commun leur travail et le faire rémunérer, si toutes ces personnes exercent la même profession ou des professions similaires.

ART. 2.

Une telle société est dite « Société de travail collectif »; sa dénomination indique la nature du travail dont elle s'occupe principalement.

La loi reconnaît son existence et sa capacité dans les limites fixées ci-après.

Les sociétés prévues par la présente loi peuvent ester en justice par l'intermédiaire des personnes désignées à cette fin dans les statuts et elles seront valablement assignées en leur siège social.

ART. 3.

Les statuts de la société peuvent être constatés par acte sous seing privé.

Celui-ci sera enregistré gratis et fait en deux exemplaires, dont l'un restera déposé au siège social et l'autre au greffe du Conseil des prud'hommes du lieu du siège

Voorstel van wet op de eenvoudige of gecommanditeerde Vennootschap van gemeenschappelijke arbeid.

HOOFDSTUK I.

Eenvoudige vennootschap van gemeenschappelijke arbeid.

ARTIKEL 1.

De personen die onder toepassing van de wet op de arbeidsovereenkomst vallen, mogen zich vereenigen om hunnen arbeid in gemeenschap te brengen en dezen te doen vergelden, indien al deze personen hetzelfde bedrijf of gelijksoortige bedrijven uitoefenen.

ART. 2.

Zoodanige vennootschap wordt geheeten « Vennootschap van gemeenschappelijke arbeid »; hare benaming duidt den aard aan van het werk waarmede ze zich hoofdzakelijk bezighoudt.

De wet erkent haar bestaan en hare bevoegdheid binnen de hierna bepaalde grenzen.

De bij deze wet voorziene vennootschappen mogen in rechten optreden door tussenkomst van de daartoe bij de statuten aangewezen personen; zij worden geldig gedagvaard te haren maatschappelijke zetel.

ART. 3.

De statuten van de vennootschap mogen bij onderhandsche akte worden vastgesteld.

Deze akte wordt kosteloos geregistreerd en in dubbel opgemaakt; een exemplaar blijft berusten ten maatschappelijke zetel en het ander ter griffie van den Werkrech-

social ou, à son défaut, au greffe du tribunal de commerce.

Les statuts sont signés par les associés qui seront au nombre de cinq au moins.

Ceux qui ne savent pas signer sont admis à signer à l'aide d'une croix, en présence de deux témoins majeurs de l'un ou de l'autre sexe.

Les statuts seront publiés gratuitement dans un recueil spécial au frais du Ministère du travail.

Chaque associé recevra un livret contenant la présente loi et les dispositions des statuts qui la complètent et l'appliquent.

ART. 4.

Les statuts indiquent le siège de la société, son but et sa dénomination.

Ils déterminent le mode d'administration de la société, le nombre et les pouvoirs des administrateurs.

Ceux-ci constituent un collège, délibérant suivant le mode à établir par les statuts et, à défaut de disposition à cet égard, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Ils ont qualité pour faire et conclure avec des tiers le contrat collectif de travail engageant tous les associés ou seulement ceux d'entre eux qui ont à fournir le travail spécifié.

Les statuts peuvent néanmoins stipuler que, lorsqu'il s'agit d'un contrat collectif de travail, il devra être ratifié par l'assemblée générale des associés ou des membres chargés du travail entrepris, soit à la majorité, soit aux deux tiers des voix.

ART. 5.

Chaque année, le conseil d'administration établit un tarif des salaires en tenant compte de la nature du travail à fournir par chaque

tersraad der plaats waar de vennootschap haren zetel heeft of, bij ontstentenis daarvan, ter griffie van de rechtbank van koop-handel.

De statuten worden onderteeikend door de vennooten, ten minste vijf in getal.

Zij, die hunnen naam niet kunnen zetten, mogen onderteekenen door middel van een kruis, in tegenwoordigheid van twee meerderjarige getuigen van de mannelijke of van de vrouwelijke kunne.

De statuten worden kosteloos afgekondigd in eene afzonderlijke verzameling, uitgegeven op de kosten van het Ministerie van Arbeid.

Elke vennoot ontvangt een boekje, behelzende deze wet en de bepalingen der statuten die ze aanvullen en toëpassen.

ART. 4.

De statuten duiden den zetel der vennootschap aan, haar doel en hare benaming.

Zij bepalen de wijze van beheer der vennootschap, het getal en de bevoegdheden der beheerders.

Deze maken een college uit, hetwelk beraadslaagt op de wijze door de statuten aan te duiden, en, wordt te dien aanzien niets bepaald, naar de gewone regelen der beraadslagende vergaderingen.

Ze zijn bevoegd om met derden de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst te sluiten, waardoor al de vennooten zijn verbonden of slechts degenen hunner die den opgegeven arbeid moeten verrichten.

Evenwel kunnen de statuten bepalen dat, wanneer het eene gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst betreft, deze moet worden goedgekeurd door de algemeene vergadering der vennooten of der leden die zijn belast met het ondernomen werk, hetzij bij meerderheid, hetzij bij twee derden der stemmen.

ART. 5.

Ieder jaar stelt de raad van beheer een loontarief vast, daarbij lettende op den aard van het door elken vennoot te leveren werk,

associé, des capacités qu'il exige et de tous autres éléments propres à amener une fixation équitable du salaire collectif et de la répartition de celui-ci entre les associés.

Ce tarif est soumis à l'assemblée générale des associés et adopté à la majorité des voix déterminée par les statuts.

Il sert autant que possible de base aux contrats collectifs de travail à conclure.

ART. 6.

Le conseil d'administration détermine le salaire revenant à chaque associé pour le travail qui lui est dévolu, sauf recours à l'assemblée générale, ainsi qu'il est dit ci-dessus, qui statuera à la majorité des deux tiers des voix.

ART. 7.

Il y aura au moins une assemblée par an pour rendre compte de l'état des affaires sociales et dresser le bilan des profits et pertes.

Sauf ce qui est dit aux articles 5 et 6 et à l'article 13 ci-après, l'assemblée générale est régie par les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Le procès-verbal est tenu et signé par deux administrateurs délégués à cette fin par le conseil d'administration.

ART. 8.

Les administrateurs sont révocables en tout temps par l'assemblée générale, si la convocation de celle-ci à cette fin est réclamée par le quart au moins des associés. Ils sont nommés pour un an; les statuts fixent leur nombre.

Le conseil d'administration sera tenu de convoquer l'assemblée chaque fois que cette convocation sera requise par le quart au moins des associés.

op de bekwaamheden die het vergt, alsmede op alle andere gegevens, geschikt om tot eene billijke vaststelling van het gemeenschappelijk loon en van de verdeeling daarvan onder de deelgenooten te geraken.

Dit tarief wordt aan de algemeene vergadering der vennooten onderworpen en aangenomen bij de meerderheid van stemmen, bepaald in de statuten.

Het dient zooveel mogelijk tot grondslag voor de te sluiten gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten.

ART. 6.

De raad van beheer bepaalt het loon dat aan elken vennoot toekomt voor den hem opgedragen arbeid, behoudens, zooals hierboven is gezegd, beroep bij de algemeene vergadering; deze doet uitspraak bij meerderheid van de twee derden der stemmen.

ART. 7.

Er heeft ten minste ééne vergadering 's jaars plaats, op welke vergadering rekening wordt gegeven van den toestand der maatschappelijke zaken en de balans wordt opgemaakt der winsten en verliezen.

Behalve hetgeen is gezegd in de artikelen 5 en 6 en in onderstaand artikel 13, zijn de gewone regelen der beraadslagende vergaderingen van toepassing op de algemeene vergadering.

Het proces-verbaal wordt gehouden en ondertekend door twee beheerders, daartoe door den raad van beheer gemachtigd.

ART. 8.

De beheerders kunnen te allen tijde worden afgezet door de algemeene vergadering, indien de bijeenroeping van deze met dit doel is gevraagd door ten minste een vierde der vennooten. Zij worden benoemd voor één jaar; de statuten bepalen hun getal.

De raad van beheer is gehouden de vergadering bijeen te roepen telkens als deze bijeenroeping wordt gevraagd door ten minste een vierde der vennooten.

La convocation aura lieu dans la huitaine de la réquisition et mentionnera l'objet à l'ordre du jour.

ART. 9.

Les statuts déterminent la cotisation mensuelle à payer par les associés, qui ne peut être inférieure à deux francs par mois; ils fixent la durée de la société, qui est de trente années au plus, sauf prorogation par l'assemblée générale à ce spécialement convoquée et statuant à la majorité des voix.

La prorogation prend cours à dater du jour où celle-ci est votée.

ART. 10.

La société peut être dissoute, si la dissolution est votée par la majorité des associés et, en ce cas, l'assemblée générale nomme le liquidateur et détermine ses pouvoirs.

La dissolution de la société et sa prorogation sont spécialement portées à l'ordre du jour, qui sera transmis à chaque associé par lettre recommandée. Les convocations aux assemblées générales seront aussi faites par lettre recommandée.

ART. 11.

Les statuts indiquent le trésorier de la société; faute de ce faire, celui-ci est nommé à la première assemblée générale en même temps que les administrateurs, à moins que ceux-ci ne soient nommés dans l'acte constitutif de la société.

La rémunération des administrateurs est fixée, s'il y a lieu, par l'assemblée générale.

Le trésorier peut être choisi en dehors des associés.

De bijeenroeping heeft plaats binnen acht dagen na de aanvraag; zij vermeldt het punt dat op de dagorde staat.

ART. 9.

De statuten bepalen de maandelijks door de vennoten te storten bijdrage, welke niet mag gaan beneden twee frank per maand; zij stellen den duur der vennootschap vast; deze duur bedraagt ten hoogste dertig jaren, doch hij kan worden verlengd door de algemeene vergadering, daartoe opzettelijk bijeengeroepen en uitspraak doende bij meerderheid van stemmen.

De verlenging neemt een aanvang te rekenen van den dag waarop deze is aangenomen.

ART. 10.

De vennootschap mag worden ontbonden indien de ontbinding wordt uitgesproken door de meerderheid der vennoten; in dit geval benoemt de algemeene vergadering den vereffenaar en omschrijft zijne bevoegdheden.

De ontbinding der vennootschap en hare verlenging worden, als bijzondere punten, gebracht op de dagorde; deze wordt aan elken vennoot gezonden bij aangeteekenden brief. Ook de bijeenroepingen tot de algemeene vergaderingen geschieden bij aangeteekenden brief.

ART. 11.

De statuten wijzen den penningmeester der vennootschap aan; bij gebreke daarvan wordt hij benoemd op de eerste algemeene vergadering, terzelfder tijd als de beheerders, tenzij dezen zijn benoemd in de akte van oprichting der vennootschap.

De vergelding der beheerders wordt, zoo er grond voor is, door de algemeene vergadering vastgesteld.

De penningmeester kan worden gekozen zonder vennoot te zijn.

ART. 12.

Le contrat collectif de travail oblige la société et ceux de ses membres qui sont appelés à fournir le travail promis; toutefois, la société n'est responsable que dans la mesure stipulée ci-après.

Si le contrat collectif de travail est sans terme, il ne pourra être dénoncé par la société de travail collectif que par un préavis donné au moins quinze jours d'avance, et par le maître de l'ouvrage, que moyennant un préavis donné dans le même délai.

ART. 13.

Les fonds provenant des cotisations sont versés à la Caisse d'épargne par le trésorier, au nom de la société, pour servir de garantie à l'exécution des engagements de la société, tels qu'ils sont précisés ci-dessus; néanmoins, la garantie en question ne dépassera pas 10,000 francs, sauf décision contraire de l'assemblée générale, prise à la majorité des deux tiers des voix.

ART. 14.

L'associé qui a rempli ses obligations envers la société et les tiers peut se retirer de celle-ci, en réclamant sa part de l'actif social d'après le dernier bilan, pourvu que sa renonciation soit faite de bonne foi et non à contretemps.

Elle lui sera remboursée au plus tard dans les six mois à dater de sa démission, sans intérêt.

ART. 15.

La société cesse à l'égard de l'associé décédé, sauf aux héritiers de l'associé décédé à réclamer, le cas échéant, sa part de l'actif

ART. 12.

De gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst verbindt de vennootschap en diegenen harer leden welke zijn geroepen om het beloofde werk te leveren; de vennootschap is echter slechts aansprakelijk in de hierna bepaalde mate.

Indien de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst niet voor een bepaalden termijn is gesloten, kan zij door de vennootschap van gemeenschappelijken arbeid niet worden opgezegd, tenzij bij voorafgaande kennisgeving van ten minste vijftien dagen, en door den meester des werks, tenzij bij voorafgaande kennisgeving binnen denzelfden termijn.

ART. 13.

De gelden, voortkomende van de bijdragen, worden door den penningmeester in de Spaarkas gestort op naam der vennootschap; zij dienen tot waarborg voor de uitvoering van de verbintenissen der vennootschap, zooals zij hierboven zijn omschreven; de bedoelde waarborg is, zal echter 10,000 frank niet te boven gaan, indien de algemeene vergadering er niet anders over beslist bij meerderheid van de twee derden der stemmen.

ART. 14.

De vennoot, die zijne verbintenissen jegens de vennootschap en de derde personen is nagekomen, mag uit de vennootschap treden en vorderen zijn deel van het volgens de laatste balans vastgesteld maatschappelijk tegoed, mits zijn uittreden te goeder trouw en te gelegener tijd geschiedt.

Dat deel zal hem worden uitgekeerd uiterlijk binnen zes maanden te rekenen van zijn ontslag, zonder interest.

ART. 15.

De vennootschap houdt op te bestaan ten aanzien van den overleden vennoot, behoudens het recht voor de erfgenamen

social d'après le dernier bilan, qui sera remboursée au plus tard dans les six mois du décès.

ART. 16.

De nouveaux associés peuvent être admis dans la société; à cette fin, il est tenu un registre au siège social, dans lequel l'acte de société est transcrit. Ce registre est coté et paraphé par un membre du conseil des prud'hommes ou par un juge du tribunal de commerce du lieu du siège social.

Le trésorier de la société donne lecture des statuts aux nouveaux adhérents et leur en remet un exemplaire imprimé; il constate sur le registre la lecture faite et l'adhésion reçue, ainsi que la remise des statuts.

Ceux qui ne peuvent signer, soit l'acte constitutif, soit le registre, sont admis à signer d'une croix en présence de deux témoins majeurs appartenant à l'un ou à l'autre sexe.

Il est remis à chaque associé un livret contenant le texte de la présente loi et des dispositions des statuts qui complètent celle-ci ou en sont l'application.

CHAPITRE II.

De la Société de travail collectif commanditée.

ART. 17.

Les sociétés autorisées par la présente loi peuvent aussi avoir un capital variable, représenté par des espèces, du matériel, des outils ou tout autre apport se rattachant au but social et mis à la disposition de la société, soit par les associés qui fournissent leur travail, soit par des tiers. Ce capital

van den overleden vennoot om, bij voorkomend geval, te vorderen zijn deel van het volgens de laatste balans vastgesteld maatschappelijk tegoed; dat deel wordt uiterlijk binnen zes maanden na het overlijden uitgekeerd.

ART. 16.

Nieuwe vennoten kunnen in de vennootschap worden opgenomen; met dat doel wordt ten maatschappelijken zetel gehouden een register, waarin de akte van vennootschap wordt overgeschreven. Dit register wordt genummerd en gekortteekend door een lid van den werkrechttersraad of door een rechter der rechtbank van koophandel der plaats waar de vennootschap haren zetel heeft.

De penningmeester van de vennootschap houdt lezing van de statuten voor de nieuwe toetreders en stelt hun een gedrukt exemplaar daarvan ter hand; hij vermeldt in het register dat de voorlezing geschiedde, de toetreding plaats had en de statuten werden ter hand gesteld.

Zij, die hunnen naam niet kunnen zetten hetzij op de akte van oprichting, hetzij op het register, mogen onderteekenen door middel van een kruis, in tegenwoordigheid van twee meerderjarige getuigen van de mannelijke of van de vrouwelijke kunne.

Aan elken vennoot wordt ter hand gesteld een boekje behelzende den tekst van deze wet en van de bepalingen der statuten die deze aanvullen of er de toepassing van zijn.

HOOFDSTUK II.

Gecommanditeerde Vennootschap van gemeenschappelijken arbeid.

ART. 17.

De bij deze wet toegelaten vennootschappen mogen insgelijks een veranderlijk kapitaal bezitten, vertegenwoordigd door speciën, materieel, gereedschappen of elk anderen inbreng die in betrekking staat tot het maatschappelijk doel en ter beschikking van de vennootschap is gesteld hetzij

peut servir à exécuter les entreprises faites par la société qui nécessiteraient des achats de matériaux ou toutes autres opérations connexes à la fourniture du travail des associés.

Si la société possède un capital, les associés ne sont pas tenus personnellement des engagements de celle-ci, sauf ce qui est dit à l'article 12, et en outre à concurrence du capital.

La valeur de ce capital fourni en espèces ou autres biens constituera la commandite.

ART. 18.

Dans le cas où il existe un capital en espèces, il peut être représenté par des actions nominatives ou au porteur, s'il est formé par plusieurs associés.

Les statuts règlent le mode de transmission des actions. Il doit être versé en espèces, au moins un dixième de celles-ci dans la quinzaine, soit de la constitution de la société, soit de la décision décrétant l'existence d'un capital en espèces.

Les statuts règlent les mesures à prendre contre les associés qui, après une mise en demeure régulière, sont en défaut d'opérer leur versement.

ART. 19.

Si les sociétés prévues par la présente loi ont un capital, elles sont tenues de publier dans le recueil spécial, soit les statuts, soit la décision de l'assemblée générale fixant le chiffre du capital.

Elles sont tenues de publier dans le même recueil, chaque année, le bilan et le compte des profits et pertes, qui sera déposé au siège social quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

door de vennooten die hun werk leveren, hetzij door derden. Dit kapitaal mag worden aangewend tot het uitvoeren van de door de vennootschap gedane ondernemingen, vereischende aankopen van materialen of alle andere verrichtingen in verband met het verstrekken van den arbeid der vennooten.

Indien de vennootschap een kapitaal bezit, zijn de vennooten niet persoonlijk gehouden voor hare verbintenissen, behoudens hetgene is gezegd in artikel 12 en, bovendien, tot het bedrag van het kapitaal.

De waarde van dit in speciën of andere goederen geleverd kapitaal maakt de commandite uit.

ART. 18.

Voor 't geval er een kapitaal in speciën bestaat, mag dit zijn vertegenwoordigd door aandeelen op naam of aan houder, indien het is bijeengebracht door verscheidene vennooten.

De statuten regelen de wijze van overdracht der aandeelen. Ten minste een tiende van deze moet in speciën worden gestort binnen vijftien dagen hetzij na de oprichting der vennootschap, hetzij na de beslissing waarbij het bestaan van een kapitaal in speciën wordt bevolen.

De statuten bepalen de maatregelen te nemen tegen de vennooten die, na regelmatig in mora te zijn gesteld, in gebreke blijven hunne storting te doen.

ART. 19.

Bezitten de bij deze wet voorziene vennootschappen een kapitaal, dan zijn ze gehouden in de afzonderlijke verzameling bekend te maken hetzij de statuten, hetzij de beslissing der algemeene vergadering waarbij het cijfer van het kapitaal wordt vastgesteld.

Ze zijn gehouden, elk jaar, in dezelfde verzameling bekend te maken de balans alsmede de winst- en verliesrekening; deze wordt ten maatschappelijken zetel neergelegd, ten minste vijftien dagen vóór den dag waarop de algemeene vergadering plaats heeft.

ART. 20.

Lorsqu'il existe un capital, il y aura, en dehors des administrateurs nommés par les associés qui ne fournissent que leur travail, au moins trois administrateurs nommés par les associés commanditaires.

Les administrateurs des sociétés de travail collectif commanditées ont qualité pour conclure en son nom les contrats nécessaires à l'exécution des entreprises faites par la société.

ART. 21.

Lorsque la société possédera un capital, les bénéfices consisteront dans la recette, qui, déduction faite des frais généraux, excédera la rémunération due aux associés qui ne fournissent que leur travail; le surplus des bénéfices sera réparti comme suit: 5 % à la réserve jusqu'à ce qu'elle atteigne un cinquième du capital; 5 % aux associés qui ont fourni le capital; le surplus appartiendra pour moitié à ces derniers associés et pour moitié aux associés qui ne fournissent que leur travail, sauf répartition différente par les statuts, mais sans que la part des associés qui ne fournissent que leur travail puisse être inférieure à un quart.

CHAPITRE III.

Dispositions communes aux sociétés prévues par les chapitres I et II.

ART. 22.

Les sociétés prévues par la présente loi peuvent acquérir l'immeuble nécessaire à leur fonctionnement.

Cet immeuble est soumis à une taxe annuelle semblable à celle qui frappe les immeubles des unions professionnelles.

ART. 23.

Les sociétés de travail collectif simples ou commanditées ne sont pas réputées commerciales.

ART. 20.

Bestaat er een kapitaal, dan worden er, buiten de beheerders aangesteld door de vennoten die enkel hunnen arbeid leveren, ten minste drie beheerders benoemd door de commanditaire vennoten.

De beheerders eener gecommanditeerde vennootschap van gemeenschappelijken arbeid zijn bevoegd om in haren naam de overeenkomst te sluiten, noodig tot het uitvoeren der ondernemingen door de vennootschap gedaan.

ART. 21.

Wanneer de vennootschap een kapitaal bezit, bestaan de winsten uit de ontvangst welke, na afhouding van de algemeene kosten, hooger is dan de vergelding verschuldigd aan de vennoten die enkel hunnen arbeid leveren; de overige winst wordt verdeeld als volgt: 5 t. h. voor de reserve totdat deze een vijfde van het kapitaal bereikt; 5 t. h. voor de vennoten die het kapitaal hebben geleverd; het overige behoort voor de helft aan laatstgenoemde vennoten en voor de helft aan de vennoten die enkel hunnen arbeid leveren, behoudens andere verdeling door de statuten, doch zonder dat het deel der vennoten, die enkel hunnen arbeid leveren, beneden een vierde mag gaan.

HOOFDSTUK III.

Bepalingen gemeen aan de vennootschappen, voorzien bij de hoofdstukken I en II.

ART. 22.

De vennootschappen, bij deze wet voorzien, mogen het voor hare werking noodig onroerend goed aankopen.

Dit onroerend goed is onderworpen aan een jaarlijksche heffing, gelijk aan die welke drukt op de onroerende goederen der beroepsvereenigingen.

ART. 23.

De eenvoudige of gecommanditeerde vennootschappen van gemeenschappelijken arbeid worden niet beschouwd als vennootschappen van koophandel.

Si elles sont en défaut notoire d'exécuter leurs obligations, la liquidation pourra en être poursuivie par un ou plusieurs associés ou par des tiers, devant le tribunal civil du siège social qui, le cas échéant, nommera un liquidateur et fixera ses pouvoirs.

Si la société possède un capital et est mise en liquidation, les associés qui ont fourni ce capital auront le droit de le reprendre, sous réserve des droits des tiers.

ART. 24.

En cas de contravention grave aux dispositions de la présente loi, la dissolution de la société pourra être prononcée par le tribunal de première instance, à la requête du ministère public ou des intéressés.

Si la dissolution est prononcée, le tribunal nommera un liquidateur et fixera ses pouvoirs.

ART. 25.

Pour tous les points non prévus par la présente loi, les associés sont régis par le droit commun et leurs conventions particulières, pourvu qu'elles ne soient contraires ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs, ni aux dispositions essentielles de la présente loi.

ART. 26.

Les sociétés constituées en vertu de la présente loi peuvent s'associer entre elles et ce aux conditions arrêtées de commun accord.

En pareil cas, l'acte d'association conclu par les représentants des sociétés sera publié au recueil spécial dont il est question ci-dessus.

Zijn ze kennelijk in gebreke hare verbintenissen na te komen, dan kan hare liquidatie door een of meer vennoten of door derden worden vervolgd voor de burgerlijke rechtbank der plaats waar zij haren zetel hebben; bij voorkomend geval, benoemt de rechtbank een vereffenaar en omschrijft zijne bevoegdheden.

Bezit de vennootschap een kapitaal en wordt tot hare vereffening overgegaan, dan hebben de vennoten, die dat kapitaal leverden, het recht dit terug te nemen, de rechten van derden voorbehouden.

ART. 24.

Ingeval van zware overtreding van de bepalingen dezer wet, kan de ontbinding van de vennootschap door de rechtbank van eersten aanleg worden uitgesproken op verzoek van het openbaar ministerie of van de belanghebbenden.

Wordt de ontbinding uitgesproken, dan benoemt de rechtbank een vereffenaar en omschrijft zijne bevoegdheden.

ART. 25.

Voor al de punten, niet voorzien bij deze wet, worden de vennoten beheerscht door het gemeene recht en door hare particuliere overeenkomsten, mits deze niet strijden met de openbare orde, de goede zeden of de hoofdbepalingen van deze wet.

ART. 26.

De uit kracht van deze wet opgerichte vennootschappen mogen zich onderling vereenigen onder de in gemeen overleg vastgestelde voorwaarden.

In dit geval, wordt de akte van vereeniging, tusschen de vertegenwoordigers der vennootschappen gesloten, bekendgemaakt in de afzonderlijke verzameling, waarvan hierboven sprake is.

ART. 27.

Toutes les contestations entre les associés et la société, ou entre les tiers et la société de travail collectif simple, seront jugées par les conseils de prud'hommes compétents, ou à leur défaut par le tribunal de commerce, sauf appel si le litige est supérieur à 2,500 francs.

Si la société a un capital et si le litige porte sur une entreprise faite en tout ou en partie à l'aide de ce capital, il sera porté devant le tribunal de commerce.

ART. 28.

Un arrêté royal réglera l'exécution de la présente loi, le mode des publications qu'elle prescrit.

ART. 27.

Over al de betwistingen tusschen de vennooten en de vennootschap, of tusschen derden en de eenvoudige vennootschap van gemeenschappelijke arbeid, wordt uitspraak gedaan door de bevoegde werkrechtshoven of, bij hunne ontstentenis, door de rechtbank van koophandel, behoudens beroep indien het geschil 2,500 frank te boven gaat.

Bezit de vennootschap een kapitaal en betreft het geschil eene onderneming, geheel of gedeeltelijk door middel van dat kapitaal gedaan, dan wordt het geschil voor de rechtbank van koophandel gebracht.

ART. 28.

De tenuitvoerlegging van deze wet alsmede de wijze waarop de bekendmakingen, die ze voorschrijft, moeten geschieden, worden bij koninklijk besluit geregeld.

PAUL JANSON.